



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 25 Mai 2012  
Numéro 99

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

---

## Titres des journaux

---

As Safir (Nationaliste arabe)

*Sleiman à l'opposition: que Hariri revienne... et le dialogue en juin*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Sleiman fait bouger le volet politique avec le dialogue de juin. Le 14-Mars pose comme condition un cabinet neutre*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*L'Etat d'Abou el-Jawaher*

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*Sleiman: pas d'environnement propice au terrorisme*

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

*Sleiman et le 14-Mars reprennent l'initiative*

Al Hayat (Quotidien saoudien)

*Les Egyptiens confient leurs rêves aux urnes en attendant de connaître les concurrents du deuxième tour*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Egypte: qui va passer au 2<sup>ème</sup> tour? La percée de Sabahi affaiblit Aboul Foutouh et la progression de Chafic provoque le recul de Moussa. Les divisions des islamistes réduisent les chances du candidat des Frères musulmans*

## L'événement

### *Le 14-Mars pose des conditions à la reprise du dialogue en juin*

Le Liban célèbre ce vendredi le 12<sup>ème</sup> anniversaire de la libération du Liban-Sud de l'occupation israélienne, alors que le pays traverse des moments difficiles. Le fossé est profond entre les différentes composantes politiques, le discours confessionnel et sectaire n'a jamais atteint une telle virulence, la sécurité est battue en brèche, et l'Etat est extrêmement affaibli, surtout après la campagne de dénigrement lancée contre l'armée, par des députés du Nord, membres du Bloc du Futur.

C'est dans ce climat tendu et malsain que le président de la République, Michel Sleiman, a choisi de s'adresser aux Libanais lors d'une émission télévisée au cours de laquelle il a développé un discours rassembleur. Le président Sleiman a annoncé qu'il comptait adresser des invitations écrites aux participants au dialogue national dès la seconde moitié de juin. Avant cela, il projette d'entreprendre une tournée dans les pays du Golfe pour assurer au climat propice à la reprise du dialogue.

Le président du Parlement Nabih Berry avait proposé de réunir la table du dialogue pour discuter des incidents de Tripoli, afin d'empêcher que l'incendie ne se propage à d'autres régions du pays. Puis en début de semaine, le roi d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdel Aziz, a indirectement soutenu cette initiative dans une lettre adressée au président Sleiman. Anticipant l'éventuelle reprise du dialogue, la coalition du 14-Mars a renouvelé, jeudi, sa violente campagne contre le gouvernement, qu'elle a accusé de «complicité avec le régime syrien dans la destruction du Liban». Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion extraordinaire, le 14-Mars a posé comme condition à la reprise du dialogue la formation d'un gouvernement neutre, ce à quoi M. Berry a répondu qu'il fallait d'abord dialoguer avant d'envisager de changer le gouvernement. «Nous devons lutter pour empêcher la destruction du Liban, précise le communiqué du 14-Mars. Cela exige deux choses: d'abord, le départ du gouvernement et l'avènement d'un cabinet (...) de salut neutre. Sa mission sera d'accompagner le président Sleiman dans la direction du dialogue sur les armes, toutes les armes, et pour parachever la mise en œuvre de ce qui avait été décidé précédemment à la table de dialogue, et de superviser les élections. Ensuite, la mise en place d'un filet de sécurité nationale dans toutes les régions et auprès de toutes les communautés.»

Pour sa part, le Hezbollah, dont une source haut placée est citée par le site NowLebanon (proche du 14-Mars), a «invité toutes les parties libanaises à faire preuve de la plus grande vigilance et du sens de la responsabilité le plus élevé à cette étape délicate de la vie du pays». «Il faut empêcher le désordre de s'installer au Liban, comme en prolongement des incidents en Syrie», a ajouté cette source. Cette position est intervenue à la veille du discours que doit prononcer ce vendredi le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, à l'occasion de l'anniversaire de la libération du Liban-Sud.

## Al Akhbar

*Hassan Olleik, journaliste spécialiste d'Al-Qaïda*

Il s'agirait d'un incident «individuel» provoqué par une «histoire de cœur». C'est ce qu'affirment les services de sécurité. L'affrontement «amoureux» à Hamra, mercredi soir, a duré huit heures et a fait deux morts et dix blessés. La folie ne s'arrête pas là. Un des morts et une des personnes arrêtées étaient des activistes dans les rangs d'Al-Qaïda. La première surprise vient du nom de la personne arrêtée: Hani el-Chanti. Élément important de la «cellule des 13», liée à Abou Massaab Zerquaoui et qui était dirigée par l'ancien émir d'Al-Qaïda en Syrie, le Libanais Hassan Nabaa. Un autre membre de ce groupe, le saoudien Fayçal Akbar, avait avoué être impliqué dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, au niveau de la planification et de l'exécution. C'était aux premiers jours de 2006. Puis en présence d'enquêteurs de la section des renseignements des FSI, il s'était rétracté et avait changé sa déposition pour des raisons qui restent inconnues. El-Chanti est l'un des plus proches amis de Khaled Taha, qui seraient impliqués dans la disparition d'Ahmad Abou Adas, le jeune palestinien qui a revendiqué l'attentat contre Hariri. El-Chanti a passé cinq années en prison.

Dès qu'il a été blessé dans l'accrochage et arrêté par l'armée, mercredi, il a décliné son identité. Lors de l'interrogatoire préliminaire, il a raconté qu'il avait fait de la prison pour terrorisme. Les militaires ont senti une poussée d'adrénaline et ont appelé des renforts «qualitatifs», puis ont pris d'assaut l'appartement où étaient retranchés les hommes armés. Ils y ont découvert un Syrien appelé Yaman Mounzer Sleimani, né en 1984. Il y a quatre ans, ce dernier avait été arrêté au Liban pour falsification de passeports. Le jeune homme avait des liens avec Al-Qaïda. Il avait été recruté en 2007 par un adjoint du cheikh syrien Mahmoud Ghouli Aghassi (Abou el-Kaaka), qui avait été assassiné devant sa mosquée à Alep la même année. Cette année-là, le nom de Sleimani était apparu dans l'affaire d'un groupe tchétchène affilié à Al-Qaïda dans un Etat du Golfe. Il avait été arrêté, interrogé, jugé, puis libéré le 21 décembre 2008. Cependant, il n'a pas été expulsé. Personne ne sait pourquoi.

## An Nahar

S'exprimant dans le cadre de l'émission, Kalam el-Nas, à la LBCI, le président de la République, Michel Sleiman, a annoncé hier qu'il comptait adresser à toutes les parties des messages écrits en vue d'une reprise du dialogue national au cours de la deuxième semaine de juin prochain. Il a précisé que «ceux qui ont des observations à ce sujet sont appelés à me les communiquer». Rejetant le lien établi un peu plus tôt dans la journée par le 14-Mars entre la reprise du dialogue et le changement du gouvernement en place, il a dit que «les composantes du dialogue ne sont pas celles du gouvernement. Si certains ont une réserve au sujet du gouvernement, ils auront une compensation à la table de dialogue. C'est pourquoi il ne faut pas lier ces deux choses et je souhaite que le 14-Mars prenne part au dialogue sans conditions.» Selon lui, le gouvernement «ne peut pas être démis ipso facto. Ou son président démissionne, ou il s'effrite ou alors la confiance parlementaire lui est retirée». Le chef de l'État a réitéré les points qui doivent être débattus lors des réunions du dialogue. La stratégie défensive et le statut des armes, en trois volets: premièrement, «il s'agira de répondre à la question de savoir où, quand, pourquoi et comment utiliser les armes de la Résistance»; deuxièmement, la question des armes palestiniennes à l'intérieur et à l'extérieur des camps; et troisièmement, le retrait des armes qui prolifèrent dans les villes et les villages.

## ILS ONT DIT...

**Najib Mikati**, Premier ministre libanais

“ **La force des Libanais réside** dans leur unité et leur solidarité et leur faiblesse réside dans les rivalités et les divisions. La solidarité des Libanais et leur unité ont contribué à la libération et ont été un facteur important dans la lutte contre l'agression israélienne en juillet 2006.

**Mgr Béchara Raï**, patriarche de l'Eglise maronite

“ **Les responsables libanais** doivent se réunir à la table de dialogue, loin du langage des armes. Les Libanais sont invités à placer leur confiance dans l'État, dans l'armée, dans les institutions et les forces de l'ordre. Je joins ma voix à tous ceux qui appellent à la tenue d'un dialogue responsable. Personne d'autre que l'Armée libanaise ne peut nous protéger et sauvegarder l'État. Ce n'est pas à chaque fois que nous polémiqons sur un sujet donné qu'il faut revendiquer la démission du gouvernement, ou prendre d'assaut les rues pour y brûler des pneus.

**Amine Gemayel**, ancien président de la République (14-Mars)

“ **On ne peut pas décliner** l'invitation du président Michel Sleiman à la reprise du dialogue. Ses propos étaient responsables et constructifs. Il faut un dialogue sérieux afin de trouver des solutions aux problèmes nationaux.

## **Le Liban aux manœuvres du «Lion vigilant»**

*Selon des sources bien informées, le Liban participe aux manœuvres baptisées «Lion vigilant», organisées près de Petra, en Jordanie, avec la participation de 18 pays arabes et étrangers. 163 commandos d'élite participent à cet exercice auquel prennent part 12000 soldats. La Russie et la Chine assistent aux manœuvres en leur qualité d'observateurs.*

## **Les FL chez le Hezbollah**

*Une délégation des Forces libanaises, conduite par le chef de la section estudiantine, Charbel Abdo, a participé au sit-in de solidarité avec les pèlerins libanais enlevés en Syrie, lundi, organisé par le Hezbollah et le Mouvement Amal. C'est une des rares fois où les FL se rendent dans la banlieue sud de Beyrouth.*

## **Nucléaire iranien: Moscou juge constructif le round de Bagdad**

*Le ministère russe des Affaires étrangères a jugé vendredi les pourparlers à Bagdad sur le dossier nucléaire iranien «constructifs» malgré des «désaccords significatifs», alors qu'une nouvelle réunion est prévue à Moscou les 18-19 juin. «Le round (...) a confirmé que les parties étaient prêtes à travailler activement à la recherche d'une solution acceptable pour tous», a indiqué le ministère.*

## **As Safir**

*Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité*

L'Armée libanaise sent depuis quelque temps que certains veulent l'entraîner dans la rue pleine de mines confessionnelles, sectaires et politiques, pour l'impliquer dans une aventure absurde et coûteuse et lui faire payer le prix des divergences autour de la crise syrienne et des armes du Hezbollah. Le commandant de l'armée, qui a très vite compris ce qui se passait, tente autant que possible d'éviter de tomber dans les pièges qui lui sont tendus.

Il est clair pour le commandement que la classe politique, y compris certains hauts responsables officiels, n'hésitent plus à utiliser un discours de plus en plus sectaire pour faire plaisir à leurs bases populaires. Désormais, ce sont les politiciens qui suivent la rue et non pas le contraire, sans qu'ils prennent en compte les répercussions nationales et sécuritaires de tels agissements.

Aussi, l'institution militaire estime que la sécurité intérieure a toujours été et restera une décision politique en premier lieu. Si cette décision existe, l'armée peut frapper d'une main de fer et contrôler le terrain d'une manière efficace. Et sans «sécurité politique», aucune armée au monde ne peut accomplir ses tâches convenablement.

Le commandement de l'armée assure, dans ce contexte, que ce n'est pas vrai que les leaders politiques ont retiré leur couverture aux miliciens et hommes armés. Ceux-ci sont encore sur le terrain et jouissent de toute sorte de protection et d'immunité. Le commandement est convaincu que chaque groupe armé à Tripoli, par exemple, dispose d'un parrainage direct ou indirect de telle ou telle personnalité influente. Preuve en est les pressions officielles et politiques exercées pour faire libérer Chadi Mawlaoui, au détriment du prestige de la justice et des services de sécurité. Prenant en compte ces réalités, le commandement refuse de transformer l'institution militaire en bouc émissaire en prévision de son expulsion de l'équation nationale. S'il est vrai que les hommes politiques sont attachés à son rôle, pourquoi ne demandent-ils pas à leurs partisans de ne plus descendre dans les rues et de ne plus utiliser leurs armes. L'armée a défini clairement les limites de son action en cette période: «Notre devoir est de protéger la stabilité politique lorsqu'elle existe. Mais ce n'est pas à nous de créer cette stabilité et nous ne pouvons pas remplacer l'absence d'une telle stabilité. Nous n'accepterons pas d'être les victimes de son absence. Aussi, la prudence dont l'armée fait preuve n'est pas un signe de faiblesse mais de responsabilité pour éviter que l'institution militaire soit la victime des conflits politiques».

## **L'Orient-Le Jour**

*Scarlett Haddad, journaliste libanais indépendante*

Des sources diplomatiques occidentales se sont étonnées du fait que la situation au Liban soit restée stable pendant toute la période écoulée, c'est-à-dire depuis le déclenchement de la crise syrienne, il y a un an et quatre mois. Ces sources précisent que les pronostics étaient bien plus pessimistes, tant les analyses occidentales estiment que la situation des deux pays est étroitement liée. Elles considèrent d'ailleurs que «ce phénomène» est essentiellement dû à la présence de l'actuel gouvernement, qui, en dépit de ses divisions internes et de sa quasi-paralysie, a réussi à préserver le calme en évitant à chaque occasion d'adopter des positions en flèche et en cherchant constamment à absorber le mécontentement populaire ou partisan. Ces sources diplomatiques se déclarent agréablement surprises par la capacité du gouvernement actuel à évoluer entre les écueils de la crise syrienne qui devient jour plus pesante sur l'intérieur libanais. Les sources diplomatiques ne manquent pas non plus de relever la position très ferme du Hezbollah et d'Amal refusant de se laisser entraîner dans tout conflit ou dans tout affrontement sur le terrain, y compris avec des parties sunnites, en dépit de la tension et des polémiques.